

Quelques problèmes de l'économie hongroise *

On m'a prié de vous parler de "quelques problèmes de la Hongrie". C'est ce que j'essaierai de faire. Ma liste ne sera pas complète - si elle l'était, je vous parlerais pendant des heures et je gâcherais votre soirée.

Mon sujet principal sera la monnaie. L'inflation. Et les Hongrois qui ont peur de l'inflation.

Ils ont raison d'en avoir peur. Après deux inflations, celle de 19 et celle - beaucoup plus dévastatrice - de l'année 46, le régime communiste a créé une nouvelle monnaie, le florin. C'était la fameuse stabilisation de 1946.

Au début, cette nouvelle monnaie était un succès monétaire indéniable. Elle était aussi un succès politique car elle a permis au régime - qui était soutenu par l'armée soviétique d'occupation - de modeler une nouvelle société hongroise selon ses propres règles, à sa propre façon.

Les créateurs du florin étaient sans doute des experts en matière monétaire. En créant la nouvelle monnaie ils ont suivi des règles classiques: équilibre parfait entre production et consommation, contrôle strict des salaires - salaires des ouvriers et des travailleurs agricoles - bref, les monnayeurs de la nouvelle dictature prolétarienne auraient pu siéger dans n'importe quelle académie des sciences des plus réactionnaires. (Je n'oublierai jamais une scène à laquelle j'ai assisté: je m'occupais à ce moment-là de la Banque de Hongrie, lorsqu'une grève a éclaté dans une mine près de Budapest. Le président du conseil voulait négocier avec eux et on a dit aux grévistes d'entrer; nous étions chez Ferenc Nagy. Rákosi, le chef du parti communiste était là, lui aussi.

Ils entrèrent, ce n'étaient pas de grands orateurs, mais de pauvres types intimidés d'être dans un grand bureau du gouvernement. Ferenc Nagy commençait à leur parler d'une façon paisible quand Rákosi lui coupa la parole. Il les engueula d'une façon brutale. Il disait des mots - nous étions ébahis - les grévistes aussi. Ils sortirent de la salle plutôt comme des chiens battus. Ferenc Nagy dit, étonné, à Rákosi: - *Tu parles d'une drôle de façon avec tes ouvriers.* Rákosi n'eut qu'un sourire et dit: - *C'est ainsi qu'on leur parle.*

C'est ainsi qu'on parlait à la population et c'est ainsi qu'on a créé le florin dont la stabilité était, ou plutôt aurait dû être, la base du nouveau régime.

Toutefois, avec le temps, les contrôleurs monétaires ont dû faire des concessions dans plusieurs directions. Concessions tout d'abord vers les membres de ce qu'on appelle la nomenklatura, les membres du Parti, les fonctionnaires qui s'étaient exposés pour des sujets chers à Moscou; tous ces gens-là voulaient être

* Conférence tenue à l'Institut Hongrois le 13 février 1991.

récompensés et ils le furent sous forme de toutes sortes d'avantages économiques: salaire et autre... des villas, des datchas, des voitures, des centres de villégiature et châteaux de chasse où ils avaient le droit de se retirer et être entourés d'un luxe inouï, tout à fait inconnu de la population normale.

Autre concession, celle-ci aux planificateurs fanatiques de l'industrialisation du pays; ils décident la création d'une industrie lourde dans un pays qui ne possède pas les matières premières, ni les sources d'énergie qui seraient la condition sine qua non de cette industrie. Il s'ensuit une augmentation démesurée de l'industrie lourde dont le prix de revient - je ne parle pas de qualité mais simplement de prix de revient - devient artificiel et doit être subventionné. Par qui? Par l'Etat, c'est-à-dire par le malheureux citoyen dont la seule obligation est de se taire.

Ce qu'on produit coûtera trop cher, on y remédie en introduisant des subventions, ouvertes ou cachées selon le cas. On finit par subventionner toutes les activités de la population: les loyers, les prix, les salaires, et le commerce extérieur naturellement, bref, la vie entière devient fausse, tout dépendra de décisions bureaucratiques et les bureaucrates dépendront de leurs chefs, en dernière analyse du grand chef invisible qui voit tout.

C'était la situation en 56, lorsque la nation entière se souleva contre la dictature. Nous savons ce qui est arrivé ensuite: l'imposition des chars soviétiques, d'un nouveau dictateur qui s'appelle Kádár, et dont le règne durera très longtemps, plus de trente ans... Il commence par être brutal: il collectivise l'agriculture et essaie d'introduire le contrôle total de l'Etat.

Toutefois, en même temps, il se contredit: il veut adoucir l'opposition, il veut donner l'impression qu'on vit mieux, qu'il est permis de respirer de nouveau. On a l'impression que c'est un nouveau régime qui a ouvert les vannes pour inciter les gens à être productifs! Quelque chose d'inconnu dans les régimes collectivistes...

Est-ce que les ministres de Kádár s'en rendent compte, je ne le sais pas, mais en tout cas, son nouveau système - il s'appellera "Nouveau Mécanisme Economique" - éloigne (le mot est de Kornai, l'excellent économiste hongrois), je dis qu'il éloigne le pays du système communiste au sens classique du terme.

En tout cas, les gens sont contents. Ils acceptent volontiers le nouveau système, ils sont reconnaissants pour toute petite bricole que le régime leur offrira, de petits négoce commencent à faire leur apparition, on donne des lopins de terre aux employés de kolkhozes et ils y produiront du lait, de la viande, des oeufs pour les habitants des villes. Un nouveau type de voyageur fait son apparition à l'Occident: le touriste hongrois qui a obtenu un passeport et des devises; très peu, mais tout de même...

Des magasins de luxe font leur apparition dans la Váci utca, la rue-vitrine de la Hongrie communiste, et Kádár réussit à faire admirer les étalages. Les gens sont affamés de luxe. On veut avoir des voitures et surtout des voitures qui viennent de l'occident, des magnétophones, des télévisions, des villas au bord du Lac Balaton. C'est ainsi qu'on découvre les nouvelles merveilles, les merveilles de l'économie de consommation, mais cela coûte cher, il faut gagner beaucoup

d'argent pour avoir toutes ces merveilles. On travaille donc davantage pour gagner davantage. On accepte des seconds jobs, on "bosse" pendant les week-end, tout cela pour posséder, pour imiter ce qu'on a vu dans les films et sur les écrans de télé. Kroutchev a rendu visite à la Váci utca, il a de bons yeux et s'aperçoit vite que le communisme hongrois est un communisme "goulache". Toutefois, il laisse faire, il semble utiliser la Hongrie comme une issue de secours pour obtenir des crédits, ou bien pour lâcher un peu de lest.

Enfin, c'est encore une possibilité, même si elle est osée, il n'est pas exclu que le Nouveau Mécanisme Economique ait pu servir de banc d'essai éventuel à l'économie du bloc entier. Certains experts moscovites s'y intéressaient peut-être et pensaient, je répète le mot "peut-être", à introduire certaines des mesures dans le reste du bloc. Ce qui est indéniable, c'est que le nouveau mécanisme contribuait à une lente transformation de certains segments de l'économie hongroise. Les grandes unités, probablement 90 pour cent de l'économie, continuaient à rester sous le contrôle des planificateurs, mais le fait que certaines activités privées aient été permises - les artisans privés, les lopins de terre individuels - tout cela constituait une première ouverture dans un système qui jusqu'alors était hermétiquement fermé. On a ouvert les voies vers l'initiative privée; c'était une sorte d'école maternelle qui enseignait aux gens à faire de nouveau la compétition, à produire pour leur compte. Comparée aux autres pays du bloc, la Hongrie avait le grand avantage d'avoir pu commencer ces activités bien avant eux.

L'Occident était certainement impressionné et il a acheté sans réserve le Nouveau Mécanisme Economique de M. Kádár. On le croyait sur parole et on l'a financé. Plus tard, cela coûtera cher à la Hongrie car "le communisme goulache" n'était pas gratuit, au contraire, il "bouffait" des dollars, en d'autres termes, le fait que le pays ait ouvert ses frontières (ou du moins entre-ouvert...) aura coûté très cher: ce sera pendant cette période que la Hongrie contractera sa dette énorme, ce qui constitue maintenant l'un des grands problèmes de l'économie nationale. Selon les données de la Banque Mondiale, la dette atteignait presque 21 milliards de dollars en 1991, ce qui représente 159 pour cent des exportations de l'année.

L'étranger ne se rendait pas compte du fait que ces nouvelles dettes servaient, en partie du moins, à maintenir le florin, la monnaie du pays dont la stabilité aurait dû être la base même du régime. Or, le florin n'était plus aussi stable qu'avant. Le régime n'a pu maintenir son cours qu'en utilisant toutes sortes de ruses. On continuait les subventions à tous les niveaux de la vie économique. Tout en maintenant un niveau bas des salaires, on subventionnait tout, les prix, les loyers, les transports collectifs et individuels, le commerce extérieur, bref, tout était subventionné et, par conséquent, on a complètement faussé la structure de l'économie. Les prix, les frais, les comptabilités, tout était faussé et cela non seulement dans les relations avec l'Occident, mais aussi avec le marché le plus important du pays, avec le Comecon et surtout avec l'URSS.

Un changement bizarre est d'ailleurs survenu avec l'URSS. Tandis qu'au bon vieux temps, dans les années 46 et plus tard, l'URSS vendait cher et achetait bon marché, dorénavant c'était le contraire: la Hongrie et le reste des satellites

recevaient matières premières soviétiques à des pris subventionnés, bien au-dessous du niveau des marchés mondiaux, tandis qu'ils payaient ces mêmes matières premières moyennant des exportations industrielles d'une qualité assez médiocre dont ils n'auraient jamais pu se débarrasser dans un marché libre occidental. Résultat étonnant de ces pratiques: la Hongrie et les autres satellites commençaient à coûter cher à l'URSS.

Je ne connais pas les dessous des décisions de Moscou, mais je crois avoir raison en supposant que le business de subventionner l'Europe de l'Est était un mauvais business, qu'il coûtait trop cher et qu'il fallait mieux réviser les comptes. J'admets volontiers que les décisions de Moscou ne pouvaient pas dépendre uniquement de considérations économiques et qu'il devait y avoir d'autres motifs politiques, militaires, que sais-je, mais l'écroulement de l'économie, le fait que les déficits s'accumulaient d'une façon dramatique dans la région entière, tout cela a dû jouer un rôle assez important dans les décisions des gouvernants.

Voilà la situation que la Hongrie - la région entière - a héritée de 45 ans de communisme.

La Hongrie est la première à ouvrir ses frontières, et la ruée vers l'Ouest commence. Toutefois, la situation est loin d'être idéale, parce que les nouvelles démocraties sont confrontées à une situation sans précédent: on a la démocratie, mais avec des caisses vides, des budgets profondément déséquilibrés et une population déséquilibrée, tout comme le budget.

Les théoriciens avaient beau jeu de dire: enseignez-leur à vivre dans les conditions de la démocratie, il faut qu'ils apprennent à réfléchir, à prendre des décisions, tout cela c'est tellement vrai, mais aussi tellement difficile!... Surtout quand un passé de 45 ans vous opprime, un passé de 45 ans qui ne s'oublie pas si facilement...

Pendant 45 ans, pendant presque deux générations, on avait habitué les gens à tout attendre de l'Etat, à le laisser réfléchir, à laisser l'Etat s'occuper de tout. Et maintenant, tout d'un coup, on veut changer tout cela. On dit aux gens qu'il faut, mieux dit, qu'il faudrait qu'ils apprennent à se débrouiller, qu'ils apprennent qu'on peut tout faire mais aussi tout perdre, même son job.

Je vous épargnerai des détails. Il suffira peut-être de constater que les nouveaux régimes démocratiques, la Hongrie comme les autres sont confrontés à des problèmes majeurs, jusqu'alors totalement inconnus.

L'une des questions délicates sera l'agriculture. A part les lopins de terre individuels dont la production est d'ailleurs excellente, une grande partie du pays agricole est actuellement gérée par des organisations collectives, des kolkhozes ou bien des coopératives, selon le cas. Que faire de ces propriétés? Les anciens propriétaires qu'on avait expropriés, veulent les avoir, à juste titre. Mais comment faire? Les rendre? C'est facilement dit: mais les rendre à qui? Comment?

On a fini par comprendre que c'était facile de supprimer les koulaks, mais que c'est difficile d'en créer de nouveaux. On a supprimé le paysan, mais une nouvelle classe paysanne ne se crée pas simplement par une nouvelle loi. Il faudra du temps pour cela, du temps pour l'éduquer, pour lui prouver que la terre est

vraiment la sienne, et que cela vaudra la peine de la labourer. Et n'oublions pas que les tracteurs coûtent cher: qui les financera?

C'est ainsi que la réorganisation de l'agriculture sera l'un des sujets assez brûlants de la vie politique hongroise. Comprenons-nous bien: la terre hongroise est riche, la Hongrie est probablement le seul pays de la région où l'on mange à sa faim. C'est grâce à sa richesse et aussi grâce au fait que le gouvernement avait pu créer un système qui incite les agriculteurs à produire. Nous avons donc toutes les raisons de croire que cela marchera de nouveau, que le pays surmontera les problèmes légaux qui se posent, bref, que la production agricole continuera à être l'une des bases de l'économie hongroise.

Une autre question assez brûlante est celle de l'habitat.

L'étranger qui arrive à Budapest ne se rend pas compte de l'ampleur du problème. Vous arrivez dans une ville resplendissante, vous admirez le fleuve grandiose, les ponts, les monts; le château royal et la vieille ville sont d'une beauté envahissante. Il faudrait aller derrière les façades pour voir comme les maisons sont mal entretenues, car - et c'est de nouveau la conséquence d'une malheureuse législation collectiviste - les maisons n'appartiennent à personne, elles appartiennent à l'Etat, et l'Etat n'a pas, il ne peut pas avoir les moyens de les entretenir. L'anglais dit *Everybody's business is nobody's business*, un vieil adage qui est malheureusement aussi vrai à Budapest que dans les autres villes du monde.

Les gouvernements, même les gouvernements précédents, ont déjà cherché une solution. Ils accordaient des prêts à long terme, très préférentiels, à ceux qui voulaient racheter, ou bien réparer tant que possible, leur propre appartement. Les conditions de ces emprunts étaient tellement avantageuses qu'elles équivalaient presque à des cadeaux. Le régime collectiviste les distribuait - il n'y a rien d'étonnant dans cela - surtout à ceux qui lui étaient agréables: un membre du parti avait probablement priorité...

Les emprunts d'habitat courent toujours, et toujours aux conditions favorables d'autrefois. Vu toutefois que cela coûte cher à l'Etat (il s'agit de milliards de florins) cela alourdit le budget qui est déjà assez grevé, le ministre des finances vient de changer les conditions de ces emprunts. Dans certains cas les débiteurs devront payer les intérêts courants, 32% au lieu de 3,5%, pour les sommes qu'ils doivent. Ce changement représente une catastrophe pour les débiteurs.

Le problème est assez compliqué et je ne sais pas quelle sera la solution.

Il nous mène en tout cas à la question qui est probablement la plus brûlante: l'état des finances du pays. Où en sommes nous actuellement? Y a-t-il ou non de l'espoir?

Comme je l'avais dit il y a un moment, grâce aux dispositions du "Nouveau Mécanisme" la Hongrie s'était trouvée mieux préparée aux changements de l'année 88 que les autres pays de l'Europe de l'Est. Elle possédait déjà une classe d'entrepreneurs, même si cette classe était confinée à un domaine assez étroit. En d'autres mots, grâce aux réformes déjà entreprises, le pays ne démarre pas de zéro, ce qui est un avantage considérable.

Toutefois, les problèmes devant lesquels se trouvait le nouveau régime étaient énormes. Il se trouvait confronté à une longue série de difficultés qui sont d'ailleurs familières à tous les pays qu'on aimait appeler "socialistes" (mais qui ne l'étaient pas du tout...); problèmes qui allaient de l'excès de la demande sur l'offre, de la pénurie, de la menace constante de l'inflation à des budgets en déséquilibre constant, aux entreprises non-rentables, aux subventions qui mènent à une structure aberrante des relations entre prix et répartition des ressources.

Tout était donc *à faire*, je dis à faire, non pas à refaire. A faire, tout neuf! Pourquoi?

Parce qu'il existe une différence fondamentale entre les années 45, lorsque nous voulions construire notre démocratie, et cette nouvelle période. Dans les années 45, nous étions ruinés, c'est vrai, mais nous disposions d'un cadre juridique, des restes d'un régime normal dans lesquels nous pouvions puiser, tandis qu'en 88, *tout est à créer*. Un secteur privé contre un secteur public dont le rôle est écrasant. Une énorme bureaucratie qui pénètre chaque cellule de l'organisme économique. Il manque de nouvelles institutions, le support légal et, ce qui est le plus important, il manque l'éthique d'une économie véritablement libre. En plus, il existe le danger qu'un nouveau système de prix devienne la cause de tensions sociales. Les travailleurs seront mécontents à cause des sacrifices qui n'en finissent pas. Et des couches de plus en plus grandes de la population vont sombrer dans la pauvreté.

Que faire?

Le gouvernement était divisé en deux camps distincts. Un camp était pour une approche lente: les nouvelles dispositions sont nécessaires, mais évitons les secousses brutales.

L'autre camp n'était pas d'accord. Il était pour le "Choc". Il disait que le moment venu il fallait tout faire et qu'un cancer devait être opéré en une seule fois et non pas en plusieurs.

Inutile de dire que je n'étais qu'un spectateur privé de ces événements, mais personnellement, j'aurais été plus favorable à la deuxième solution, pour un traitement de choc. Mais le gouvernement hésitait - on peut le comprendre, les risques politiques étaient grands, l'exemple de la Pologne n'était pas encourageant - il y avait de nombreux arguments contre une solution brutale.

Pour abréger, il s'ensuivit une longue période de discussions théoriques, politiques, un peu stériles, les experts hongrois et étrangers faisaient la queue dans l'antichambre du gouvernement, pour lui donner conseil, pour contredire les conseils des autres. On a perdu une année entière pendant laquelle énormément de choses auraient pu être faites. Ce n'est que l'inflation, ou plutôt un environnement inflationniste qui a eu le temps de s'installer dans le pays.

Toutefois, heureusement pour tout le monde, depuis quelques semaines un changement important a eu lieu dans la direction des finances du pays. Le nouveau ministre est un expert, il a obtenu des pouvoirs étendus et il semble avoir le courage de les employer. Il est de la nomenklatura, en tant que haut fonctionnaire du ministère des temps communistes c'est lui qui a introduit l'impôt

sur le revenu en Hongrie. On ne l'aime pas démesurément, mais, au fond, est-ce qu'un ministre des finances doit être aimé?

Il fallait le choc, indéniablement... Ses premières décisions sont lourdes de conséquences: il vient d'abolir un certain nombre de subventions afin de rapprocher le niveau des prix hongrois de celui des prix mondiaux, ce qui signifie - espérons-le - que les exportateurs hongrois deviendront compétitifs sur le marché.

Son programme triennal est impressionnant: il prépare la privatisation, il cherche une solution à l'endettement du pays (actuellement l'économie domestique est en cessation de paiements). Il prépare la réorganisation du budget de l'Etat (c'est une des solutions préalables du FMI) - et surtout, et c'est peut être le chapitre le plus important de son programme: il prépare une augmentation de la production afin d'arriver à augmenter les exportations et de pouvoir ainsi commencer à rembourser la dette.

C'est ce qui nous mène à la dette du pays. Le pays sera-t-il en mesure de supporter une dette aussi importante?

Le gouvernement déclare qu'il en a l'intention et il a de bonnes raisons de le déclarer. Mais sera-t-il en mesure de le faire?

La Hongrie ne serait pas le seul pays au monde à avoir suspendu, ou bien réduit le montant de sa dette. Il y a toutes sortes de procédés pour le faire. Avant la dernière guerre par exemple, la Hongrie avait introduit le système des "pengö's bloqués": le créancier étranger abandonnait une partie de sa créance pour financer des exportations qu'on appelait "additionnelles".

Un autre système a été introduit après la guerre, d'abord au Chili, maintenant on l'utilise surtout au Mexique. Selon le système "Brady", comme on l'appelle, le créancier vend sa créance avec un certain rabais. A titre d'exemple, disons qu'une créance de 100 \$ se vend pour 70 \$ - le créancier aura donc perdu 30 \$, mais il se sera débarrassé de son débiteur. Le nouveau créancier (qui avait payé 70 \$ pour une créance de 100) vendra sa créance à la Banque Centrale de Mexique en recevant 100 \$, mais seulement en pesos mexicains qu'il utilisera pour des investissements au Mexique, uniquement. Le Mexique sera débarrassé d'une dette de 100 \$ en remboursant seulement 70. Le FMI est favorable à ce procédé qui, au fond, est assez similaire à l'ancien procédé que nous avons suivi en Hongrie.

Une troisième formule sera celle de la réduction pure et simple de la dette. Les créanciers rencontrent leurs débiteurs dans les "Clubs de Paris" et se déclarent d'accord, sous certaines conditions, pour réduire le montant de leur créance. En règle générale, le débiteur accepte l'obligation de stabiliser son économie, contrôler ses dépenses, il accepte les normes du FMI, ce dernier jouant un rôle très important dans les négociations.

Signe des temps, La Banque Mondiale est assez favorable à ce procédé, elle vient de conseiller aux créanciers de le généraliser autant que possible. On dit d'ailleurs que la Pologne vient d'obtenir une réduction importante de sa dette; cette nouvelle, si elle est vraie, influencera certainement les négociations qui sont menées a ce sujet.

Ces négociations ne se limiteront pas à la seule question de la dette hongroise, elles devraient couvrir l'économie entière du pays, cette économie qui dépend tellement, presque dans sa totalité, du commerce extérieur du pays. La Hongrie doit exporter, ou bien elle meurt.

Les institutions internationales joueront un rôle primordial dans le développement du pays. Leur aide est déjà très importante: le FMI s'est déclaré d'accord pour un programme de crédits pour trois ans qui devra assurer le fonctionnement de la vie du gouvernement. La Banque Mondiale financera des activités techniques, la réorganisation de l'infrastructure. La CEE a décidé de mettre une somme importante à la disposition du gouvernement. En plus, nous avons la B.E.R.D. de M. Attali qui s'occupera plus spécialement de la région. Son quartier général sera à Londres, l'un des vice-présidents sera, paraît-il, M. Németh, l'ancien premier ministre de Hongrie.

Le gouvernement a donc obtenu des promesses d'un financement assez important et il y a tout lieu de croire qu'il les recevra, pourvu qu'il maintienne une certaine discipline monétaire et des strictes mesures de stabilisation. Les conditions ne sont pas faciles et c'est pourquoi le gouvernement hésitait à les introduire.

L'une des tâches les plus compliquées sera la privatisation de l'économie, une tâche unique, car il s'agira de trouver des acheteurs pour la quasi-totalité de l'économie du pays. Jamais dans l'histoire économique une telle entreprise n'avait été tentée.

Il s'agit de trouver des acheteurs dignes de confiance pour des entreprises qui sont financièrement saines et de trouver une solutions pour celles qui ne produisent que des déficits. Ces dernières n'ont aucune chance de survivre, mais leur fermeture signifiera le chômage pour des milliers de personnes. C'est le problème le plus grave de l'Office des Privatisations. Cet Office rencontre d'ailleurs aussi d'autres obstacles: l'évaluation des entreprises est difficile, il y a manque de personnel qualifié, les droits des anciens propriétaires compliquent la procédure. Souvent l'Office ne sait simplement pas s'il est vraiment propriétaire de ce qu'il essaie de vendre. Et ainsi de suite...

Malgré ces difficultés de parcours, bon nombre de bonnes entreprises ont déjà pu être vendues. Leurs ventes se font généralement dans la forme d'entreprises mixtes, les "joint ventures" sont très à la mode. C'est le rêve de tout bon Hongrois de trouver un joint venture. Siemens, la firme allemande, a été la première à former une société mixte (elle était courageuse, elle a racheté sa propre usine qui, naguère, avait été nationalisé par M. Gerő...). Maintenant, tout le monde imite Siemens, G.E. qui a acheté Tungstam, GM, les Japonais, les Britanniques, tout le monde est là... La France s'intéresse, de grandes banques à intérêt français ont ouvert leurs guichets et on parle de l'EDF, on dit qu'elle construira une centrale électrique dans le Sud du pays.

Les bonnes entreprises ont presque toutes trouvé acheteur. Ce qui sera plus difficile, c'est de trouver acheteur pour le reste.

On a donc fait beaucoup de progrès, et ceci malgré les récents événements qui pourront ruiner la région, mais aussi le monde entier. Je pense, vous le devinez

facilement, aux conséquences de la guerre du Golfe, au déficit budgétaire des Etats-Unis et - last but not least - à cette menace terrible d'une nouvelle migration des peuples. Tout cela pourra nuire sérieusement au travail de réorganisation qui a commencé il y a deux ans, créer de nouvelles difficultés pour une société qui commence déjà à s'impatiser. Cette société en a simplement assez qu'on lui demande constamment de nouveaux sacrifices, rien que des sacrifices. Beaucoup de gens, même les gens qui devraient s'y connaître, me posent quelquefois la question ingénue: est-ce qu'il n'y aurait pas une réponse magique au problème? Ne connaissons-nous pas un truc, un gadget pour éviter ces efforts éternels?

Et bien, Mesdames et Messieurs, je dois vous avouer que je n'ai probablement pas assez d'imagination, mais je ne peux pas vous donner une réponse satisfaisante. Je ne connais pas de truc, je n'ai pas de gadget à vous offrir.

Une solution devra être trouvée pour la dette. Peut-être réussira-t-on à la réduire, mais le reste devra certainement être remboursé. Pour rembourser, il faut pouvoir vendre de bonnes marchandises qu'on a appris à fabriquer. C'est le seul truc que je connaisse. Il devrait consister dans du bon travail, des produits qui résistent à toute compétition. Je ne vois que du travail, je regrette de le répéter si souvent, du travail, rien que du travail honnête. Pourvu seulement que l'opinion publique hongroise ne perde pas patience en cours de route.

Mais le pays est bien placé pour y arriver. Regardez la presse hongroise, elle est pleine d'annonces publiques. Les étrangers ne font que chercher des collaborateurs, des experts comptables, des managers pour toutes sortes de compagnies financières, techniques, scientifiques. Le pays est plein d'étrangers qui voudraient éduquer la jeunesse hongroise, lui enseigner tous les procédés modernes, du "know-how" si nécessaire. L'intérêt envers la Hongrie est donc vivant.

C'est à ce point que se pose ma dernière question: quelle est la raison de cet intérêt? Pourquoi la Hongrie intéresse-t-elle l'étranger?

Il existe un intérêt politique, évidemment. Mais en plus de cela? Je crois que, économiquement parlant, la Hongrie n'est pas un marché énorme. On n'y vendra pas des quantités illimitées de marchandises. Son intérêt réside donc dans un domaine différent.

Je crois que Budapest, les bords du Danube, sont comme un mirador. La force de la Hongrie réside dans le fait qu'elle est une sorte de tour qui donne une vue illimitée sur des marchés énormes allant jusqu'à l'Oural et même au-delà. C'est l'intérêt principal de la Hongrie et c'est dans cette direction qu'elle devrait peut-être s'orienter. En d'autres termes, le pays possède, au delà des Carpathes, un marché potentiel pratiquement illimité et il n'y a aucune raison pour qu'il n'en fasse pas usage. Cela ne sera pas un marché facile. Cela ne sera pas comme était le COMECON où on vendait n'importe quoi à n'importe quel prix. Ce sera un marché à monnaie forte où il y aura compétition et où ne subsistera qu'avec du travail acharné et de la compétence. Je pense à des opérations, comme on en a déjà fait. Minerai de bauxite contre aluminium russe - une opération tout à fait logique qui devra se faire aussi à l'avenir. Ce n'est pas toujours facile. Nous autres

hongrois, nous préférons regarder vers l'Occident ce qui se comprend, mais cela vaudrait la peine pour nous de profiter d'une situation unique, de la connaissance d'un marché potentiel énorme.

Et voilà, je suis à la fin de mon laïus. Je voudrais seulement dire encore quelques mots sur les pays de l'Europe Centrale.

Ils sont trop petits pour pouvoir rester seuls. Il faut qu'ils inventent, d'une façon ou d'une autre, une entité plus grande. Je n'ose pas l'appeler "Monarchie", mais quelque chose de plus grand... Ce qui est encourageant de ce point de vue, c'est que trois de ces pays, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie se rencontrent déjà quelques fois pour discuter des questions militaires ou politiques. Ne pourraient-ils pas se rencontrer aussi pour discuter d'autres sujets? C'était une idée chère à un ancien diplomate hongrois, un bon ami à nous qui s'appelait Paul Auer, de Auer, comme il aimait qu'on l'appelle. Il était notre dernier représentant diplomatique dans notre démocratie des années 46 et il aimait parler du Danube, de son bassin. Permettez-moi de vous rappeler son nom. Je suis sûr que nos problèmes actuels l'intéresseraient énormément. Ce qui est dommage, c'est qu'il nous ait quittés trop tôt.